

# Désarmement durable: le début d'une identification de la meilleure pratique

«Désarmement durable» et «micro désarmement» sont deux termes fréquemment utilisés en parlant de programmes dont l'objectif est l'éradication des armes légères au sein d'une société grâce à la collection et à la destruction. Dans le Supplément au programme pour la paix, l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, utilise le mot «micro désarmement» pour se référer aux armes légères communément utilisées dans les conflits dans lesquels l'ONU est intervenue dans les années 90.<sup>1</sup>

L'Assemblée Générale de l'ONU a depuis lors remplacé le mot «micro désarmement» par celui de «désarmement DURABLE» et a en même temps élargi sa signification pour inclure un ensemble de mesures comme le rassemblement, le contrôle et la destruction des armes légères et de petit calibre, la création de confiance, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants, le déminage et la conversion. Le désarmement durable devient de plus en plus un aspect officiel des missions de paix, comme cela a été le cas au Nicaragua, au Liberia, en Sierra Leone et en Macédoine.<sup>2</sup>

## Scénarios de désarmement après les conflits

Une société qui émerge d'un conflit présente certaines caractéristiques. Parmi celles-ci nous voyons des mécanismes de sécurité faibles qui ne permettent pas à l'état de maintenir l'ordre public dans toute la société. Nous voyons également qu'une telle société n'a pas les moyens de contrôler la prolifération des armes illégales. Les citoyens, encore peu assurés de leur sécurité ont tendance soit à obtenir des armes, soit à garder celles qu'ils ont pour leur protection personnelle. Un tel phénomène peut amener à une escalade d'acquisition d'armes.

Ceci explique les conclusions d'une enquête menée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au Cambodge occidental, qui montre que le nombre de personnes soignées pour des blessures causées par des armes à feu était de 147 pour 100 000 personnes juste avant la signature des accords de paix en 1991. Ce chiffre est tombé à 71 pour 100 000 pendant la période de transition sous le contrôle des troupes de maintien de la paix de l'ONU. Cinq mois après le départ de ces troupes, sans avoir désarmé la population, le chiffre montait à 163 pour 100 000 personnes.<sup>3</sup>

La cessation officielle des hostilités ne veut donc pas automatiquement dire la fin de la violence, à moins qu'on ne s'adresse de manière efficace aux raisons qui alimentent la demande des armes. Quand un accord de paix est atteint, indiquant la fin d'un conflit, il s'ensuit presque immédiatement une période d'attente. Tout le monde semble attendre un changement. Cette période de transition peut être marquée par des événements importants, y compris l'initiative de

désarmement volontaire de la part d'anciens combattants.

Par conséquent, alors que la situation se transforme de guerre en paix, la situation générale de sécurité ne justifie plus la présence du grand nombre de troupes qui avaient pu être impliquées. Ceci se passe souvent bien avant que des institutions de sécurité légitimes indigènes (le secteur de sécurité)<sup>4</sup> soient organisées, formées et équipées pour assumer les responsabilités de sécurité. Les tensions au sein des forces

militaires intervenant (troupes de maintien de la paix) alors qu'elles adaptent leur rôle et leurs nombres à la situation, combinées à l'incapacité des forces de sécurité indigènes à assumer leurs responsabilités accrues, créent un vide dans la sécurité.<sup>5</sup>

La récupération d'armes immédiatement

après la fin d'une guerre est une priorité. Parce que si les armes sont laissées en circulation, l'assistance humanitaire et au développement seront vraisemblablement gênées par une violence armée. Il est donc

Les tensions au sein des forces militaires intervenant... alors qu'elles adaptent leur rôle et leurs nombres à la situation... créent un vide dans la sécurité



recommandé de mettre en place des programmes pour récupérer les armes, en même temps que des mesures de réforme, de consolidation de la paix et de réconciliation afin de s'adresser aux problèmes associés avec les armes légères.

Le rassemblement des armes (ou récupération) ne prend pas uniquement place à la fin d'un conflit, mais aussi dans des communautés touchées par des crimes violents. Le but est d'améliorer la sécurité générale en ôtant les armes de la circulation en sensibilisant le public aux dangers potentiels de la possession d'armes. Dans de tels cas, les autorités responsables du maintien de l'ordre peuvent encourager les individus à remettre leurs armes en échange de compensation, y compris des motivations judiciaires comme les accords d'amnistie.<sup>6</sup>

Le rassemblement des armes comme moyen de prévention de crimes a été utilisé pour la première fois à Philadelphie (USA) en 1968, et à Baltimore six ans plus tard. Ceci a pris la forme d'un programme de rachat par lequel les citoyens donnaient les armes dont ils n'avaient plus besoin, en échange d'argent, de coupons pour des denrées, des bourses d'éducation et autres motivations.<sup>7</sup>

D'après l'enquête sur les armes légères (2002) le rassemblement des armes peut donc avoir lieu soit comme élément d'un accord de paix officiel soit comme mesure de consolidation de la paix après le conflit. On parle souvent du premier processus comme de programme phase I, ou désarmement par ordre, alors qu'on appelle le second programme phase II, ou désarmement volontaire.

L'enquête explique encore que souvent la phase I du désarmement est une partie intégrale du programme de désarmement, démobilisation, et

réinsertion (DDR) souvent placé sous l'observation de troupes de maintien de la paix et d'observateurs internationaux. Pendant le processus on peut donner aux groupes visés (qui peuvent être des milices, rebelles ou belligérants) une date limite pour remettre leurs armes, après quoi les détenteurs d'armes sont désarmés de force. Ceci se passe souvent lors de missions de paix de l'ONU organisées sous le Chapitre VII. Le premier objectif de la phase I est d'empêcher la société civile de retomber dans la violence, en installant la stabilité.

Le désarmement de type phase I est généralement d'une durée limitée, ainsi que stipulé dans le mandat des troupes du maintien de la paix. Ceci entrave la conclusion du processus, car les détenteurs d'armes peuvent ne pas être convaincus de la durabilité de la paix. Ainsi donc, à la fin du mandat des troupes du maintien de la paix et leur départ, il reste des armes dans la société, ce qui nécessite le désarmement de type phase II. Pour réussir celui-ci a besoin de la bonne volonté et de la conformité de la société. Parce que cette phase est principalement volontaire, son succès dépend de la mesure dans laquelle les détenteurs d'armes pensent devoir garder ou rendre leurs armes. Des campagnes de sensibilisation du public, se concentrant sur les communautés visées, sont souhaitables.

Le désarmement volontaire et spontané ne doit pas obligatoirement attendre la fin de la phase I pour commencer. Mais il devrait être la continuation d'un programme officiel DDR, continuant même après le départ des troupes du maintien de la paix.

On a vu plusieurs cas de rassemblement et de destruction d'armes en Afrique. Des cas notables incluent la cérémonie «Flamme de la paix» en 1996 au Mali, après la signature des accords

de paix en 1992 entre le gouvernement et une coalition de rebelles Touareg luttant pour leur indépendance. La cérémonie «Flamme de la paix» a marqué la destruction publique de plus de 3000 armes récupérées entre 1995 et 1996.

Un des désarmements de type phase II ayant obtenu le plus de succès a été le Projet des Outils en échange de vos armes, qui a pris place au Mozambique entre 1995 et 2000, à la suite de la fin de la guerre entre le gouvernement et les rebelles Renamo. Le Conseil Chrétien du Mozambique, en collaboration avec le gouvernement et les anciens rebelles a récupéré et détruit environ 200 000 armes et munitions. Les détenteurs d'armes ont reçu en échange des outils d'agriculture et d'autres machines. Une fois les armes détruites, les fragments ont été recyclés pour fabriquer des ornements et autres objets d'art.<sup>8</sup>

En 2002, Opération Rachel, un programme de destruction d'armes, lancé en 1995 conjointement par la Police sud-africaine et la police du Mozambique, avait retrouvé et détruit plus de 2 200 armes à feu et 1.2 million de cartouches<sup>9</sup> Opération Rachel avait commencé comme mesure pour récupérer et détruire des stocks d'armes abandonnés après la guerre civile au Mozambique. Son succès repose cependant sur les communautés locales qui savent où sont les stocks d'armes dans la région.

Le programme de récupération et de confiscation d'armes dans la république Centrafricaine, en 1997, a été mené par MISAB (mission interafricaine de surveillance des

accords) Il a réussi à récupérer 95% des armes lourdes et 62% des armes légères et de petit calibre qui avaient été pillées des arsenaux du gouvernement en 1996.<sup>10</sup>

Le programme de récupération en république Centrafricaine a toutefois été très critiqué parce qu'il a fait participer seulement les mutinés au lieu de tout le monde (combattants et civils).<sup>11</sup> Par contraste avec le programme de la république Centrafricaine, une coalition de citoyens du Salvador, d'organisations de la société civile et de groupes religieux ont joint leurs efforts dans un programme de type phase II, portant le nom de «Mouvement patriotique contre le crime entre 1996 et 1999».<sup>12</sup>

#### Une analyse

Le débat mondial actuel se concentre sur le désarmement et non sur l'armement. Ceci ne veut toutefois pas dire que l'on doit se désintéresser des études qui recherchent pourquoi des groupes et des individus s'arment. Par exemple, des études de conflits dans des pays en voie de développement ont montré que bien que les pays développés continuent à se servir de programmes d'assistance pour atteindre un développement, peu de buts ont été atteints. Dumont en particulier dénonce l'échec des initiatives de développement en Afrique post-colonialiste en disant que le nombre de personnes absolument pauvres reste constant à un taux d'environ vingt pour cent de la population mondiale, et que ces gens ne font que survivre, à la merci des cavaliers de l'apocalypse (guerres, famines, maladies et le spectre de la mort toujours présent) alors que

leurs conditions de vie (logement, santé, nutrition) sont une insulte aux notions d'équité.<sup>13</sup>

Kirkby et autres<sup>14</sup> complètent leur analyse en observant que la création d'un armement plus puissant, pouvant tuer encore plus, rend la dévastation encore plus meurtrière, ajoutant que pour de des dizaines, si non des centaines de millions vivant dans l'hémisphère sud, la survie est pratiquement impossible à cause des guerres. De plus les auteurs soulignent que les guerres par adversaires interposés entre l'est et l'ouest pendant la guerre froide, les guerres coloniales, les guerres post coloniales, les guerres pour les ressources comme le conflit pour le pétrole au Moyen Orient et les guerres ethniques au Rwanda continueront à ravager de grandes régions du sud. Ils soulignent que les guerres internes, comme les guerres de sécession en Éthiopie, au Nigeria et au Soudan, ont dominé la vie des populations pendant les cinquante dernières années.

Vu sous l'angle de conflits continus la question devient: comment le désarmement peut-il devenir durable?

Un changement dans la manière de désarmer est recommandé, en vue d'ancrer d'autres processus tels que la démobilisation et la réinsertion, la restructuration des armées, le développement socio-économique et la justice transitionnelle. Pour que le désarmement soit durable le monde doit voir plus d'action en entendre moins de mots. L'enquête sur les armes légères, 2003, souligne ceci en proposant qu'un désarmement durable nécessite des mesures préventives de contrôle des armes, par exemple limiter l'approvisionnement des armes dans une région par l'adoption d'embargos et de moratoires, de meilleures mesures d'exécution, et la mise en place de législations qui

Les détenteurs d'armes ont reçu en échange des outils d'agriculture et d'autres machines. Une fois les armes détruites les fragments ont été recyclés pour fabriquer des ornements et autres objets d'art...



établissent des règles strictes et sans ambiguïté sur la possession et l'usage d'armes.<sup>15</sup> La mise en œuvre d'initiatives de désarmement durable nécessitera l'engagement et les efforts de gouvernements, des Nations Unies, des donateurs et des organisations de la société civile pour placer la paix avant tout.

- 13 R Dumont, *False Start in Africa* (London: Earthscan) 1998, cité dans J Kieby et autres. *The Earthscan Reader in Sustainable Development* (London: Earthscan Publications, 1995, pages 1-14, 2-3.
- 14 *ibid*
- 15 *Enquête sur les armes légères, Development Denied* (Oxford: Oxford Press), 2003. page 309.

#### Notes

- 1 Document A/50/60 – S/1995/1, Supplément au Programme pour la paix : discours du Secrétaire Général à l'occasion du cinquantième anniversaire des Nations Unies, 3 janvier 1995, paragraphe 21.
- 2 *Enquête sur les armes légères, Counting the Human Cost* (Oxford : Oxford Press), 2003, p. 286
- 3 Comité international de la Croix-Rouge, disponibilité des armes et la situation des populations civiles dans les conflits armés, CICR, rapport sur la disponibilité des armes, Genève, 1999, p.13
- 4 Le terme secteur de sécurité, ou structures de sécurité, est un terme générique qui recouvre toutes les institutions qui travaillent dans le domaine de la sécurité, comme l'armée, la police et les services de renseignement.
- 5 Voir F Scott « Rebuilding better foundations: Security in post conflict reconstruction » <http://www.twq.com/02autumn/fell.pdf> visité le 5 mars 2004
- 6 *Enquête sur les armes légères, Counting the Human Cost* - cité plus haut, pages 282-3
- 7 *ibid* p.282
- 8 Consulter Christian Council of Mozambique, *Tools for Arms Project: An Initiative of the Christian Council of Mozambique* (CCM) à l'adresse <http://sand.mils.edu/research/1999/April1999/Project.PDF>. visité le 5 mars 2004
- 9 Voir FOCUS, lettre d'information No.2, Juin 2002
- 10 Voir S Faltas, « Mutiny and Desarmament in Central African Republic » in S Faltas et J di Chiaro III, *Managing the Remnants of War* (Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft) 2001. pages 76-96
- 11 *ibid*
- 12 Pour une discussion en détail voir W H Godnik "The Patriotic Movement against Crime of El Salvador (MPCD). The Seventeenth Round of the Voluntary Weapons Collection Programme: Goods for Guns" San Salvador, El Salvador, juillet 1998. <http://sand.mils.edu/research/1998/jul1998/elsgood4guns.PDF>, visité le 8 mars 2004